MEMOIRE

POUR LA DAME

MARIE

AUGIER,

VEUVE DU SIEUR

JOSEPH PHLIPPI,

CONTRE MESSIEURS

DUCHESNE, ET CHAPPELLAIN,

Executeurs Teſtamentaires

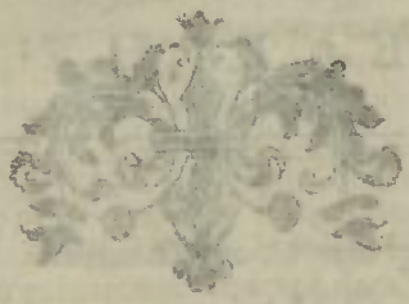
DU SIEUR

PIERRE AUGIER,

Avec la teneur de pluſieurs pieces, extraites du Procés entre la Veuve Phlippi, & les Teſtamentaires, atteſtées par Notaire, & relatives à l'Expoſé de ce Memoire.

A LISBONNE:
De l'imprimerie de MANUEL DA SILVA.
MDCCLV.

A LISBONNE:



LICENÇAS.

DO SANTO OFFICIO.

Cenſura do M. R. P. M. D. Thomás Caietano de Bem, Clerigo Regular, Qualificador do Santo Officio, Examinador das Tres Ordens Militares, e Academico do Numero da Academia Real, &c.

ILLUSTRISSIMOS E REVERENDISSIMOS SENHORES.

OS papeis, pertencentes a eſta Teſtamentaria, que ſe pertendem imprimir, naõ contém couſa alguma contra a Fé, ou bons coſtumes. Lisboa na Caſa da Divina Providencia em 4. de Junho de 1755.

D. Thomás Caietano de Bem.

DO ORDINARIO.

Cenſura R. P. M. Petri Ignatii la Gruere, Aſſiſtens ſeu Vice-Superior, Præfectus Studiorum, & Rector Seminarii externi domûs Congregationis Miſſionis, vulgò de Rilhafolles.

EXCELLENTISSIME, ET REVERENDISSIME DOMINE.

HOc ſuprà ſcriptum Francicum, quòd, jubente Excellentiſſimo Domino Archiepiſcopo Lacedemonenſi, legi, nihil [judicio meo] continet, quod, ſive in doctrinâ, ſive in moribus, poſſit ſacram Religionem offendere. In ædibus Congregationis Miſſionis Ulyſſipone die 9. Junii 1755.

Petrus Ignatius la Gruere.

D'O ÇO.

Censura do Desembargador José d heiro e Aragaõ, Cavalleiro Professo na Ordem de Christo, Fidalgo da Casa de Sua Magestade, do seu Desembargo, e Desembargador da Casa da Supplicaçaõ, Intendente dos Diamantes, Juiz executor do Collegio dos Excellentissimos e Reverendissimos Principaes da Santa Igreja de Lisboa, e Reverenda fabrica della, e Superintendente das suas Lezirias, &c.

SENHOR.

O Papel junto, escrito no idioma Francez, que Maria Augier, pertende fazer imprimir, precedendo a licença, que pede a V. Magestade, he huma Relaçaõ da calumnia; que os Testamenteiros de Messieur Augier tem praticado, para demorarem a satisfaçaõ dos legados, que este Testador deixou aos filhos da supplicante, e de seu marido José Filippe, o que se manifesta pelas Certidoes, juntas ao mesmo papel.

Em as Cortes, e Reynos mais polidos do mundo he muito frequente o uso de imprimir semelhantes papeis. Em França fez Messieur Gayot do Pitaval, huma Collecçaõ de semelhantes Manifestos, sobre casos mais raros, de que fez doze Tomos, e considerando, que seria mais util ao pûblico ajuntar a decisaõ respectiva a cada questaõ, fez a Collecçaõ, que corre com o titulo de *Causas celebres* em vinte Tomos. O mesmo tinha feito Messieur Brillon, o qual no anno de 1723. desfigurou aquelle aggregado de manifestos, e fez aquella excellente, e utilissima Obra do seu Diccionario dos Arestos, authorizando com os melhores Authores, e com o Direito commum, todas as Decisoes, que tinha havido sobre aquelles manifestos.

Em Inglaterra fez outra Collecçaõ semelhante, Jacob Mead, que corre na lingua Ingleza em quatorze Tomos, sem mais expoliçaõ, que a dos factos. Em Italia, e especialmente em Roma, he frequentissimo este uso, e Christovaõ Glumelli fez huma Collecçaõ de semelhantes Manifestos, pondo-lhe á margem as Decisoes da Rotta, que houve em aquelles casos; tudo no idioma Italiano, em sete Tomos em quarto. De papeis semelhantes se compoem aquelle Journal do Paço, donde se tiraraõ os discursos pronunciados no *Conselho de Provença*, que correm em tres Tomos na lingua Franceza, com grande erudiçaõ; e entendo, que aquellas Naçoes usaõ da politica de publicar por meyo do prélo a falta de justiça dos Contraditores, para haver mais cautela nas deliberaçoes; porque fica mais pûblica a injustiça.

Naõ contém o dito papel cousa alguma contra as Leys, e regalias de V. Magestade, e bem pûblico destes Reinos, pelo que me parece naõ haver inconveniente algum em se conceder á supplicante a graça, que pede, e V. Magestade determinará, o que for servido. Lisboa 18. de Junho de 1755.

José de Lima Pin e Aragaõ.

MEMOIRE
POUR LA DAME
MARIE AUGIER,
VEUVE DU SIEUR
JOSEPH PHLIPPI,
CONTRE MESSIEURS
DUCHESNE, ET CHAPPELLAIN,
Executeurs Teſtamentaires
DU SIEUR
PIERRE AUGIER.

LA Veuve Phlippi n'auroit, peut être, ja mais manifeſté les griefs, qu'elle a de la conduite, que tienent à ſon egard Meſſieurs Ducheſne, & Chappellain, executeurs Teſtamentaires du Sieur Augier, ſon oncle, ſi ces Meſſieurs ne continuoient de repandre dans le monde, qu'elle conſumme inutilement en fraix de procés le plus liquide de la ſucceſſion de ſes enfans, & d'autres diſcours equivalents, que ces Meſſieurs affectent de debiter avec un air de bonté, & de commiſeration, qui les fait d'autant moins ſoupçoner de duplicité.

La Veuve Phlippi croit, donc, devoir ſe juſtifier, envers tous les honnêtes-gens, qui s'intereſſent dans ſes malheurs, & particulierement envers les perſonnes, à qui elle doit encore de plus eſſentielles obligations, que pourroient prevenir, & ſurprendre les diſcours deſavantageux, que Meſſieurs les Teſtamentaires tienent à ſon ſujet.

Quoique la Veuve Phlippi attaque directement dans ce Memoire la conduite de Meſſieurs Ducheſne, & Chappellain, elle veut bien cependant ſe perſuader, que l'on a ſurpris leur religion, & qu'elle ne doit attribuer tous ſes malheurs, qu'à des perſonnes, que la cupidité d'un intereſt particulier, & ſordide aveugle, juſques au point d'inſpirer à ces Meſſieurs la deffenſe d'une cauſe injuſte, qui les deshonnore dans le public, & dont il ne peut leur reſulter, qu'n grand domage. Elle previent, & declare encore, qu'elle n'avance dans ce Memoire aucun fait de procedures, qui ne ſoit extrait des mêmes procès, par le Sieur Theodoſe Joſeph de Caſtro, Notaire, comme il conſtate de ſes attеſtations cy jointes.

FAIT.

FAIT.

LE Sieur Augier decedé à Lisbonne à 19. Novembre 1747. avoit desja disposé de ses biens par son Testament, fait le 17. du même mois, par le quel il nomme Messieurs Ducheſne, & Chappellain, pour en être executeurs.

Le Sieur Augier, a legué par son Testament, quatre mille croisades, qu'il a laisse à la disposition de ses Testamentaires de negocier, ou de mettre à interest, & du benefice, ou des interests, que produira cette somme, en compter soixante mille reis par an au Sieur Phlippi, & à son epouse, pour contribuer à leur subsistance, & à celles de leurs enfans: le Sieur Augier a encore legué six mille croisades, pour être également mis à interest, ou negociés, le revenu de la quelle somme il applique pour l'education des enfans du Sieur Phlippi, & il ordonne, qu'à leur majorité, tous ses biens soyent partagés entre eux, aprés avoir prealablement aquité quelques legs pieux, & qu'aprés le decés du Sieur Phlippi, & de son epouse, que les quatre mille croisades, qu'il leur laisse en principal, seront également partagés entre leurs enfans.

Le testateur, sensible à la triste situation du Sieur Phlippi, & de son epouse, le mary étant alors sans employ, la femme sans talent d'ailleurs chargée du soin d'une famille, que cinq-enfans rendoit asses nombreuse; le Sieur Augier s'est, donc, persuadé avoir prit de justes mesures, pour prevenir l'extreme indigence, dans la quelle il sçavoit bien, que tomberoit infailliblement cette pauvre famille, si les secours, qu'elle recevoit de luy de son vivant, venoient à luy manquer aprés sa mort.

Les personnes, qui ont été à portée de connoitre la tendresse, que le testateur avoit pour les enfans du Sieur Phlippi, ne seront pas surpris de luy voir dans les derniers momens de sa vie, une attention si particuliere en leur faveur, & les précautions, qu'il a prises, pour qu'il ne leur manquât rien, & qu'ils receussent une education, qui repondit au bien, qu'il étoit fondé de croire, qu'il leur laissoit.

La perte, que ces pauvres enfans ont faite par la mort du testateur, est d'autant plus irreparable pour eux, qu'ils ont perdu le fruit de plusieurs années d'educution, manque des secours necessaires, que le pere & la mere n'ont pu obtenir des Testamentaires, que prés de quatre ans aprés le decés du testateur, c'est à dire, le 12. Octobre 1751. que Messieurs Ducheſne, & Chappellain ont fait le premier payement des aliments, auxquels ils ont été condamnés, aprés bien des procedures, qui ne sont pas encore terminées, & qu'ils renouvellent tous les jours.

La ſomme de 1142U400. reis, que les Teſtamentaires diſent leur avoir été reſtituée, au benefice de la ſucceſſion du Sieur Augier, ne peut provenir, que d'un fideicommis, fait par le teſtateur, au profit du Sieur Phlippi, & de ſon épouſe; ce qu'il étoit authoriſé de faire en leur faveur à plus d'un égard, comme le ſçavent parfaitement bien ces Meſſieurs, & ce que l'on doit preſumer avec d'autant plus de fondement, que le teſtateur ne ſ'eſt jamais plaint, de luy avoir été fait aucun vol conſiderable; au ſurplus cette reſtitution, tenuë cachée ſi long temps, & la declaration, que les Teſtamentaires en ont faite, ſe trouvant depouillée de toute apparence de verité, pourquoy ne ſera-t-il pas permis de ſoupçonner ces Meſſieurs d'avoir été eux mêmes les depoſitaires de cette ſomme? Ne l'ont ils pas d'ailleurs fait entendre aſſés intelligiblement à pluſieurs perſonnes, lors du decés du Sieur Augier; mais ſans doute, que pour ne pas ſ'attirer le blâme de n'avoir pas fait de cette ſomme, l'uſage, que leur en aura preſcrit le teſtateur, pour le ſoulagement de la famille du Sieur Phlippi; qu'ils ont au contraire laiſſé languir pluſieurs années dans une affreuſe miſere, qu'ils ont enfin attendu la clôture de l' inventaire, ou le temps des partages, pour y inſérer cette ſomme, comme leur ayant été reſtituée.

Le Sieur Phlippi, & ſon epouſe, n'ont jamais voulu penetrer, quelle a pû être l'intention de Meſſieurs les Teſtamentaires, de les avoir autant ſollicité, qu'ils ont fait immédiatement aprés le decés du Sieur Augier, pour qu'ils ſ' en retournaſſent en France; nonobſtant la certitude, que le Sieur Phlippi avoit d'être admis inceſſament dans la fabrique Royale de Tapiſſeries; c'eſt dans ce temps, & à ce même ſujet, que ces Meſſieurs publierent, qu'il ſ'en faudroit beaucoup, que la ſucceſſion du Sieur Augier fut auſſi conſiderable, que l'on ſe l'imaginoit, qu'il falloit ſ'atendre à bien des non-valleurs, & ſur tout, que la poſition des affaires du teſtateur, & la nature de ſes éffects ne permettoient pas de pouvoir fixer un revenu à la famille du Sieur Phlippi, que de lá à pluſieurs années.

D'auſſi ſiniſtres avant courreurs de la modicité d'une ſucceſſion, qui fait toute la fortune de la famille du Sieur Phlippi, & l'incertitude des revenus, ſur leſquels les créanciers ont toujours etablit le payement des avances faites à cette pauvre famille, pour ſes plus preſſants beſoins; ces conſidérations ayant fait tomber tout à coup le peu de credit, qu'avoient le Sieur Phlippi, & ſon epouſe, ils ſe ſont trouvés réduis dans un etat tel, qu'il leur eſt arrivé ſouvent de n'avoir pas un morceau de pain à donner à cinq pauvres petits enfans, dont quelques uns ne pouvoient encore exprimer, que par leurs larmes, la faim, qu'ils ſouffroient: ces pauvres innocents n'avoient pas ſeulement la faim à combatre, mais encore la nudité, chacun d'eux n'etant couvert, que d'un ſimple morceau de vieille bayete, pour ſe garantir du froid rigoureux de l'hiver de l'année 1749. le cœur le plus inacceſſible à la pitié pou-

pouroit il s'empecher d'être sensible ? à tout ; ce que l'amour, & la tendresse d'un pere, & d'une mere sont susceptibles dans une aussi cruelle situation.

Voila enfin l'excés de misere où ont été reduits les parents du Sieur Augier, des parents, qu'il aimoit, qu'il chérissoit, & qu'il laisse heretiers de biens assés considérables : l'on presume bien, que l'on n'arrive pas à un tel excés de misére, sans avoir souffert bien des maux, la Veuve Phlippi en a éprouvé en éffet de bien des sortes, qui ont presque epuisé sa patience : elle bénit tous les jours le Seigneur de l'avoir soutenuë de sa grace dans beaucoup d'occasions, que la vie luy étant insupportable, elle auroit pû s'abbandonner à tout son desespoir : le Sieur Phlippi, egalement sensible à la situation de sa famille, mais moins patient, que son épouse, n'a pu surmonter le chagrin, qui n'a cessé de le devorer, depuis la mort du Sieur Augier, la violence, qu'il s'est faite, pour étouffer dans luy même le ressentiment du tort, & de toutes les injustices, que l'on luy faisoit, & à ses enfans : cette violence, ses chagrins, & sa misére luy ont enfin abregé les jours.

Le Sieur Phlippi avoit obtenu depuis quelques années un employ dans la fabrique Royale de tapisseries, avec vingt mille reis par mois d'appointements : cette pension auroit pû procurer un grand soulagement à cette pauvre famille ; mais la plus grande partie de cette pension a toujours été absorbée par les fraix immenses des procedures, qu'il a fallu soûtenir depuis si long temps, & que la Veuve Phlippi se trouve encore obligée de poursuivre, nonobstant, que cette pension ne subsiste plus, depuis le decés de son mary, & dont seulement depuis peu de temps sa Magesté la gratifie de la moitié.

Venons presentement aux pretentions litigieuses. Le Sieur, Phlippi, & son epouse, n'ayant pû obtenir pendant prés de deux ans le moindre secours des Testamentaires, ces Messieurs, n'ayant aucun égard à leurs pressantes sollicitations, ny à celles de plusieurs personnes respectables, qui s'intéressoient pour eux, obligés enfin de se pourvoir contre Messieurs les Testamentaires, par devant le Juge Ecclesiastique *dos Resíduos*, auquel ayant présenté requete, signifiée à ces Messieurs le 8. Septembre 1749. sentence provisionelle du 9. Octobre suivant en faveur des demandeurs, qui leur adjuge les aliments, conformement les dispositions du testateur, & la conclusion mentionnée dans leur requête.

Cette sentence pouvoir elle être plus equitable ? Le Juge a-t-il dû exposer les legataires à périr de faim, & de misere ? En attendant la decision d'une affaire, que les Testamentaires embarassent, depuis pres de cinq-ans, d'une multiplicité de chicannes : d'ailleurs, en quoy sont lesés les interests de ces Messieurs dans l'execution de cette sentence ? Ils sont condamnés, il est vray, aux payements des aliments ; mais ces aliments doivent être diminués, en tout, ou en partie, des sommes principales, si ces sommes ne produisent

pas

pas l'equivalent, de ce que les Teſtamentaires auront payé aux legataires; à moins cependant, que ce ne ſoit de la faute des mêmes Teſtamentaires, qu'il n'y ait point d'uſufruit, ſoit par inaction de leur part, ou en conſideration de quelque avantage, qui leur ſoit particulier.

Nonobſtant de ne pas avoir eû d'oppoſition à cette ſentence de la part des Teſtamentaires, dans le terme de l'ordonnance, des lettres de Chancellerie, que ces Meſſieurs ont obtenû du Patriarche, pour être reçûs oppoſants à la dite ſentence, leur ont faculté le moyen d'alleguer, mais ſans aucune preuve, que, vû la mediocrité des biens du teſtateur, & la nature des effects de la ſucceſſion, qu'ils ne pouvoient être obligés de payer à ſes legataires les revenûs, qui leur ſont legués par ſon Teſtament, leur oppoſition reçuë, en conſequence, quant à l'effect devolutif de la ſentence, eû egard, que les ſommes en principal, ne produiſant pas le montant des revenûs, que le teſtateur a legué, & au payement desquels les Teſtamentaires ſont condamnés, que l'excedent, qu'ils payeront, ſera diminué de ces mêmes ſommes en principal.

De cette ſentence, toute equitable, qu'elle eſt, les Teſtamentaires, en ont interjetté appel ſucceſſivement au Tribunal Eccleſiaſtique Superieur, à la Cour ſouveraine da *Coroa*, & à la jurisdiction du Nonce, tous leurs appels ont été mis au neant par Arreſts de ces Cours, & eux condamnés aux depens: ces Meſſieurs en ſont preſentement à leur dernier appel interjetté par devant les Juges delegués *in partibus*: la Veuve Phlippi a tout lieu d'attendre de l'equité de ces derniers Juges, que leur ſentence definitive confirmera les deux precedentes, renduës en ſa faveur, & que cette derniere terminera entierement la conteſtation concernant les aliments.

Meſſieurs les Teſtamentaires detienent le payement des ſommes alimentaires depuis prés de deux ans, & dans le cours de ce procés commencé il y en a prés de cinq, ces Meſſieurs ont employé, & mit en uſage tous les moyens, & les ſubterſuges, que la chicane a pû leur inſpirer pour eluder de ſatisfaire ces aliments. Ils ont même oſé tenter la voye d'incompetence de Juge, aprés la confirmation d'une ſentence du même Juge, de laquelle ils avoient fait appel, ils ont encore ſuppoſé des erreurs de compte, où il n'y en eut jamais, & ſans doute, qu'ils auroient mis à bien d'autres epreuves la patience des Juges, ſi ceux du Tribunal Superieur Eccleſiaſtique, n'euſſent reprimendé leur Avocat, & ne l'euſſent condamné deux fois à l'amende, ſous peine de priſon, pour abuſivement, & ſans aucun fondement de Droit ny de juſtice ſoutenir, & pourſuivre des demandes, qui ne tendoient, qu'a embrouiller, & perpetuer les affaires, ſi la Veuve Phlippi avoit l'ame auſſy proceſſive, que les Teſtamentaires le veulent faire entendre, ce ſeroit ſon Avocat, qui ſeroit reprimandé, & condamné à des amendes, & non pas celuy de ces Meſſieurs.

La Veuve Phlippi preſente cet eſquiſſe du procedé des Teſtamentaires envers elle, particulierement poutce qui concerne les penſions alimentaires, procedé d'autant plus odieux à ce dernier egard, qu'il a été condamné dans tous les Tribunaux, où ces Meſſieurs ont interjetté appel d'une ſentence, de la quelle, il ſemble même, avoir eludé, & conteſté ſi long temps l'execution, que dans l'eſperance, que cette pauvre famille, ſucomberoit ſous le poids de ſes malheurs: voicy un ſecond eſquiſſe de la conduite de ces Meſſieurs dans l'adminiſtration, & la liquidation des biens du feu Sieur Augier, la maniere dont les intereſts de cette Veuve, & ceux de ſes enfans y ſont ſacrifiés, juſtifie aſſés, que le même eſprit d'injuſtice, & de chicane, qui anime les Teſtamenraires dans une cauſe, les anime dans l'autre.

Il y a plus de ſept ans, que le Sieur Augier eſt mort, il y en à au moins cinq, ou ſix, que les Teſtamentaires pouroient avoir reglé tout, ce qui concerne l'execution de ſon Teſtament; mais ces Meſſieurs ont employé plus de trois ans pour inventorier ſeulement ſes biens, & pour les amener à en terminer l'inventaire il a fallu les menacer plus d'une fois des Cenſures Eccleſiaſtiques, & ſur les concluſions du Promoteur de l'officialité, il à été prononcé contre eux un monitoire en datte du 28. Juin 1751., & à l'inſtance du même Promoteur il à été ordonné un ſequeſtre ſur leurs biens: le 4. Novembre 1752.; mais un genie favorable à ces Meſſieurs leur a roujours fait preſſentir les deliberations des Juges; telles ſectetes même, qu'elles ayent été, & à temps d'en pouvoir ſuſpendre l'execution.

Les biens du feu Sieur Augier ont enfin été partagés entre ſa Veuve, & ſes petits neveux le 7. Juin 1751.: la Veuve Phlippi ſe perſuade, que ces partages ont été fait avec equité, mais ce qui doit paroitre aſſés eſtrange à tout le monde, c'eſt que dans le temps, que l'on comptoit des ſommes aſſes conſiderables en argent comptant au procureur de la Veuve du Teſtateur, pour luy être remiſes à Rome, que dans ce même temps, il n'y avoit, diſoit-on, pour le Sieur Phlippi, & ſes enfans, que des marchandiſes invenduës, & de mauvaiſes deptes à recevoir.

Les Teſtamentaires ont fournit un etat des biens du feu Sieur Augier, montant à 1550$\frac{5}{8}$370.: ils y'ont joint un compte des parties, qui doivent être ſouſtraites de ce total, mais ce compte eſt des plus informes ſans aucunte ordre, ny arrangement, & tellement confus, qu'il n'y à que ces Meſſieurs, qui puiſſent interpreter l'employ de pluſieurs des parties les plus importantes de ce compte, comme celle des remiſes, qu'ils ont faite de leur authorité privée en France, & en Allemagne., montant à une ſomme conſiderable, que l'on ne ſçait ſi l'on doit appliquer au payement de quelques deptes paſſives du Teſtateur, contractées avant ſon decés, ou ſi ce ſont des fonds, que ces Meſſieurs ont fait paſſer chez l'étranger, pour des marchandiſes, qu'ils y auront demandé, pour compte de la ſucceſſion, mais dans ce dernier cas

cette negociation n'auroit rien de commun avec la Veuve du Teſtateur; dans laquelle cependant elle paroit ſe trouver intereſſée : ſi enfin ces Meſſieurs euſſent juſtifié dans leur compte, à quel titre ils ont fait ces remiſes, elles ne paroitroient pas aujour d'huy equivoques.

Combien d'articles abuſivement paſſés dans le compte; que produiſent les Teſtamentaires, des depenſes, qu'ils ont faites pour les legataires heretiers, qu'ils chargent des dixmes, & de tous les depens, aux quels ils ont été, eux mêmes, condamnés dans pluſieurs Tribunaux, pour avoir eludé par des chicanes la remiſe, & le payement de quelques legs; & deptes paſſives du Teſtateur, qui leur etoit juſtement demandés, ce qui, au reſte, n'eſt pas plus injuſte, que de pretendre faire egalement payer à ces mineurs le montant des amendes, auxquelles l'Avocat des mêmes Teſtamentaires à été condamné, pour proceder iniquement contre ces mineurs; peut on pouſſer plus loin l'injuſtice? En eſt-il même de plus criante?

Les Teſtamentaires ne peuvent pas alleguer en faveur des injuſtices, qu'ils font à la Veuve Phlippi, & à ſes enfans, qu'ils travaillent gratuitement pour le bien de la ſucceſſion; par conſequent; qu'ils ne doivent pas ſupporter la moindre perte; l'on doit juger, au contraire, de quelle façon ces Meſſieurs menagent leurs intereſts dans toutes ces affaires; puis qu'ils tirent leur commiſſion juſques ſur les non valeurs de la ſucceſſion, c'eſt à dire, ſur les deptes, qu'ils reputent, eux mêmes; abſolument perduës: ils prenent leur commiſſion ſur tout, ce qui concerne la ſucceſſion, & celle de 5. pour cent ſur toutes les ventes, qu'ils ont faites; ſ'en ſuivra-t-il, que les loyers de magazins, appointements de commis, honnoraires d'Avocats, ſalaires de procureurs, qui forment des articles conſiderables dans ce comptes, doivent être ſupportés par les heretiers.

Les Teſtamentaires pretendent encore; qu'il ſoit ſouſtrait du principal legué aux heretiers, les ſommes, qu'ils ont payées, & qu'ils paieront pour les aliments adjugés, aux memes heritiers, ſur le fondement, que le principal n'a produit aucun benefice: cette pretention ne peut manquer de rencontrer de grandes oppoſitions de la part du Promoteur de l'officialité, qui eſt la partie publique dans cette affaire: la Veuve Phlippi, quoyque tutrice de ſes enfans, n'etant admiſe, qu'à produire des moyens au ſoutient de leurs droits.

Les Teſtamentaires ſont obligés, par l'inſtitution du Teſtament, & par le dû de l'obligation, qu'ils ont contractée, en acceptant, & ſe chargeant de l'execution de ce Teſtament, de faire valoir les biens de la ſucceſſion: la recherche, & l'examen, que doit ſubir l'employ; que ces Meſſieurs ont fait de ces biens, les juſtifiera de cenſure, & de reproches, ou les convaincra de prevarication. Si ces biens ont proffité, ce ne peut être, qu'en faveur des heretiers, & ſi ces biens, pouvant proffiter, ces Meſſieurs ne les ont pas fait valoir;

valoir, ils sont responsables aux heretiers de leur mauvaise administration.

Les marchandises, qui faisoient partie considerable des biens du Testateur, que les Testamentaires n'ont poinr vendu dans le temps, qu'ils auroient pû les reputer avanrageusemenr, comme il est facile de le prouver, le deperissement de ces marchandises, la diminution de leur valeur, & le retardemenr de leur vente, sont des domages causés par la negligence de ces Messieurs, que les heretiers ne seront pas assurement obligés de supporter.

Nombre de deptes actives du Testateur, reduites aujour d'huy à des non-valeurs, dont les Testamentaires n'ont point solicité le recouvrement, par une omission totale de leur part envers quelques debiteurs, & pour ne l'être pas pourvus contre quelques autres, conformement, qu'ils y sonr obligés, comme Testamentaires, sous peine de garantie de leur part, la quelle les heretiers ne manqueront pas de reclamer en temps, & lieu.

Si les Testamentaires se flatent de tirer quelques avantages de la protestation, qu'ils ont faite, lors du premier payement des aliments, de même, que de l'abbandon, qu'ils ont tenté de faire, de l'intereſt des heretiers dans la valeur numeraire de plusieurs deptes partagées avec le procureur de la Veuve du Testateur, ces Messieurs sont dans l'erreur, & l'on les y laisse sans doute, pour abuser d'autant plus impunement de leur peu d'experience sur cette matiere, qui sera cependant un jour, le levain de bien des procés, dont il ne leur sera pas facile de se desbarasser, ou ceux qui par leur mort les representeront.

Ces Messieurs ont affaire à des mineurs, que les loix protegent à tout egard, & dont l'un des privileges, est de pouvoir revenir plusieurs années encore aprés leur majorité, de tout ce qui à pû être fait contre leurs interests, & pouvoir reclamer le domage de toutes les omissions faites egalement à leur prejudice, & en faveur des quels enfin, l'on casse, l'on anulle, & l'on revoque tout, ce qui peut authoriser la moindre lesion faite contre eux pendant leur minorité, c'est dont on voit tous les jours des exemples.

En vain Messieurs Ducheſne, & Chappellain protestent, qu'ils ne sont point Tuteurs des heretiers du Sieur Augier, mais seulement executeurs de son Testament. L'execution de ce Testament ne consiste-t-elle pas dans l'administration des biens du Testateur? en faveur de ses heretiers, qui sont des mineurs? Alors l'on demande à ces Messieurs, qu'est ce que c'est, qu'être Tuteur, si non administrateurs des biens de mineurs. Ces Messieurs se persuadent ils, que la difference de nom influë sur la chose? Ils se tromperoient d'autant plus, que tous les Juges dans l'application des loix favorables aux mineurs, ont en vuë l'augmentation, & la conservation de leurs biens, donr toute personne, & sous telle denomination, que ce puisse être, est garante, des que la gestion luy en à été confiée, & qu'elle s'en est chargée.

Il y a quelque temps, qu'il sembloit, que les Testamentaires vouloient

termi-

terminer les affaires de la succession, & même en faveur de la Veuve Phlippi, comme si cela eut dependû d'eux, & que les affaires, dont ils vouloient se debarrasser eussent été dans une position, que cette Veuve s'en eut pû charger.

Personne n'ignore, qu'il ne depend pas de ceux, qui se sont chargés de l'execution d'un Testament, de rien changer, ny alterer des dispositions du Testateur sans y être authorisés juridiquement, ce qui ne s'obtient, que pour des causes de grande consideration; par consequent aucunes autres personnes, que Messieurs Ducheſne, & Chappellain ne peuvent être administrateurs des biens du feu Sieur Augier; puis que même par le decés de l'un de ces Messieurs, le survivant ne pourroit pas se soustraire facilement de cette administration; il ny a donc, que dans certains cas privilegiés, ou par un derangement de fortune, que cette administration passeroit de ces Messieurs aux personnes prépoſées, & auxquelles elle competeroit d'office, sans que la Veuve Phlippi eut le moindre Droit d'y prétendre, quoyque tutrice de ses enfans, mais ne l'etant pas des biens, que ses enfans acquerent, par l'institution d'un Testament, qui en designe l'administration à d'autres personnes; au surplus si l'on considere, que les fonds, que les Testamentaires ont chez eux appartenant aux héretiers, y sont placés sûrement, pourquoy les Juges condescendroient-ils, que ces fonds passassent en d'autres mains, & sur quel fondement les Testamentaires pretendroient-ils ce transport, leur caprice; leur inconstance, & la crainte prématurée, qu'ils ont d'être recherchés, & molestés, doivent ils l'emporter sur l'étroite obligation, qu'ils ont contracté d'accomplir exactement les derniers volontés du Testateur, de l'execution desquelles même ils se sont d'autant plus volontairement chargés, qu'ils ont mis long remps en usage des moyens, pour se la procurer.

Quant à la position des affaires, comme elle ne peut être dans un etat plus pitoyable, que celuy, où elle se trouve à l'egard des héretiers, en conſequence de la maniere, que ces Messieurs ont administré ces affaires, & le mauvais ordre, dans lequel ils les presentent, qui ne laisse entrevoir, qu'un Cahos d'injustices, & de chicanes; comment ces Messieurs pouvoient-ils se persuader de trouver, qui voulut se charger de leur administration? Et par consequent se rendre responsable des fautes, qu'ils ont commises, & de tout le prejudice, qu'ils ont causé aux heretiers legataires.

Puis que enfin Messieurs Ducheſne, & Chappellain n'ont pû ignorer qu'il ne dependoit pas d'eux de se demettre de la gestion des biens du feu Sieur Augier, que la Veuve Phlippi ne pouvoit être subsistuée en leur lieu, & place, ny n'etoit authorisée en Justice, pour pouvoir contracter avec eux aucun accommodement; pourquoy, donc, ces Messieurs ont ils joué la Commedie? Pour persuader le monde, qu'ils n'avoient rien de plus à cœur, que de finir, & terminer tous les procés intentés au sujet de la succession,

qu'ils vouloient absolument s'accommoder avec la Veuve Phlippi, leur en dut-il même couter quelques milliers de croisades, prefferant, disoient ils, cette perte, à la satisfaction de justifier la conduite, & le desinstereſſement de leur administration; mais que la Veuve Phlippi n'ecoutant, que sa prevention, & son ressentiment, aveuglée sur ses propres interests, & sacrifiant la fortune de ses enfans, que bien eloignée de vouloir se desister de ses injustes pretensions, qu'elle les poursuivoit au contraire à toute outrance.

Il est vray, que les Testamentaires ont persuadé à tres-peu de personnes, ces calomnies, la misere, où se trouve la Veuve Phlippi, fait son apologie trop malheureusement pour elle, & la justifie assés de ne pas vouloir depenser infructueusement de l'argent en fraix de procés, luy en manquant assés souvent pour avoir du pain pour elle, & ses enfans: ces Messieurs luy detienent depuis pres de deux ans le payement des aliments, qui luy sont adjugés, elle n'a pû remettre en France la pension de trois enfans, qu'elle y a envoyé à l'instigation des mêmes Testamentaires: cette pauvre Veuve se trouve enfin depuis quelque temps dans une cruelle incertitude sur la destinée de ces jeunes enfans, desquels elle n'a point de nouvelles, & qu'elle craint d'avoir été abandonés avec d'autant plus de fondement, que leur maitre de pension luy a ecrit, il y a trois mois, qu'il devoit les renvoyer de chez luy incessament, & pour comble de malheur la personne, à qui ces pauvres enfans sont adressés en France, n'est pas en etat de leur donner le moindre secours.

La Veuve Phlippi a ses deux filles avec elle; qui depuis prés d'un an ne vont pas à la Messe, pour n'avoir pas de quoy paroitre decemment à l'Eglise, tel effort, que fasse leur mere, elle ne peut pas seulement parvenir à leur achepter des bas, & des souliers, à peine en peut elle avoir pour elle même, que l'on aille enfin chez cette pauvre Veuve: l'on y vera un spectacle digne de compassion, & l'excés de pauvreté, & de misere, où elle est réduite, manque de recevoir ses aliments, que les Testamentaires luy disputent depuis si long temps, & qui est la seule ressource, qu'elle, & ses enfans ayent pour leur subsistance, & leur entretient.

Les Testamentaires n'ignorent aucune de ces circonstances, lors que l'on leur en parle, ils repondent avec beaucoupt de flegme, qu'en effet cette pauvre femme est bien à plaindre, que c'est un grand malheur pour elle, & pour ses enfans de ne vouloir pas s'accommoder, & d'avoir procedé contre eux; mais si la Veuve Phlippi n'eut jamais procedé contre ces Messieurs, luy auroient-ils donné les aliments, qui luy ont été provisionelement adjugés, il y a cinq ans, si ces Messieurs les luy disputent depuis ce même temps, seroit-elle encore à la veuille, comme elle est aujour d'huy de recevoir partie de ces aliments, nonobstant, qu'ils luy en detienent de payement depuis deux ans, auroit elle enfin vecû de l'air, & sa famille, depuis

plus

312

plus de ſept ans, que ſon oncle eſt mort ; ou bien ſalloit-il, qu'elle ſe coupat la gorge, & à ſes enfans, qui ſont avec elle, qu'elle abbandonât ceux, qui ſont en France, & enfin, que Meſſieurs Ducheſne, & Chappellain reſtaſſent héretiers des biens du Sieur Augier ſans luy être parents, ny alliés, ny n'avoir peut être même jamais été ſes vrays amis.

Il eſt temps, que Meſſieurs Ducheſne, & Chappellain tirent le voile, qui leur couvre les yeux, en vain ſe perſuadieroient-ils, & voudroient ils perſuader les autres, que leurs pretenſions ſon juſtes ; ils doivent au contraire ſe convaincre, de même, que tout le monde l'eſt, que pluſieurs ſentences obtenuës, & confirmées en faveur de la Veuve Phlippi, & ſes enfans, prouvent, que le bon droit eſt de leur côté, & que cette famille denuée de biens, & de Protections autant, qu'elle l'eſt, ne doit la faveur de ces ſentences, qu'à la juſtice de ſa cauſe, pour quoy ces Meſſieurs voudroient-ils continuer de ſ'étourdir dans une affaire, où leur conſcience, & leur réputation ſe trouvent intereſſées, l'indignation publique, que leur a attiré la conduite, qu'ils ont tenuë, jusqu'a préſent, à l'égard des héretiers du feu Sieur Augier, n'eſt rien en comparaiſon, de ce qu'ils doivent craindre de la Juſtice de Dieu, peut-être le tonnerre ſ'eſt il déja fait entendre, & que la tempête n'eſt pas éloignée.

Que Meſſieurs les Teſtamentaires ſe dépouillent enfin de tout prejugé, & de toute paſſion, ſi la Veuve Phlippi a fait de vives plaintes contre eux, n'avoit-elle pas raiſon, il eſt bien difficile de ne pas gemir, lors que l'on eſt opprimé ; au ſurplus elle renouvelle, & proteſte, de même qu'elle a fait au commencement de ce Memoire, qu'elle eſt tres-perſuadée, que ces Meſſieurs ont beaucoup de probité, et qu'elle n'atribuë le déſordre de leur adminiſtration, & tout le prejudice, qu'il luy en reſulte, & à ſes enfans, qu'aux perſonnes, qui abuſent de l'aveugle confiance, que ces Meſſieurs ont en elles, la Veuve Phlippi eſt encore perſuadée, que ces Meſſieurs ne ſont point informés de toutes les injuſtices, que l'on luy à faites en leurs noms, & qu'ils croyent ſeulement deffendre leurs intereſts, que l'on leur fait entendre qu'ella veut leſer.

THEO-

3424

313

THEODOSIO JOSÉ DE CASTRO,

Tabelliaõ publico de Notas por ElRey noſſo Senhor neſta Cidade de Lisboa, e ſeu Termo, &c. Certifico, que por parte de Joaõ Hilario da Silva me foraõ apreſentados huns autos, que ſe intitulaõ pela maneira ſeguinte:

TITULO DOS AUTOS.

Autos de Reſiduo, e conta de Teſtamento, com que ſe diz fallecer Pedro Augier, em que he parte o Reverendo Doutor Promotor, e Teſtamenteiros Ducheſne, e Chappellain.

Os quaes Autos correm no Juizo do Reſiduo Eccleſiaſtico, Eſcrivaõ Brás Alvares Couceiro, e hoje pelo ſeu impedimento Paulo Aurelio de Carvalho, e ſe achaõ ultimamente continuados com viſta ao Doutor Joaõ Ferreira Lopes Barrozo em trinta de Abril deſte preſente anno de mil ſete centos e cincoenta e cinco, pedindo-me o ſobredito, que de tudo, o que me apontaſſe nos ditos Autos, e das Verbas do Teſtamento; de cuja conta ſe trata, que ſe acha a folhas cinco dos meſmos Autos, ſendo o dito Teſtamento, debaixo de cuja diſpoſiçaõ falleceo Pedro Augier, feito arogo deſte por Manoel de Azevedo Pinto, e por eſte aſſinado, e pelo dito Teſtador, continuado em dezaſeis de Novembro de mil ſete centos e quarenta e ſete, approvado pelo Tabelliaõ Manoel Antonio de Paſſos em o meſmo dia mez e anno, aberto em os dezanove do dito mez, e anno; o que viſto por mim, e naõ haver no dito Teſtamento outras Verbas em contrario, lhe paſſei a copia de tudo, o que me pedio em pûblica fórma, e ſeu teor he o ſeguinte:

VERBA.

DEIXO hum conto e ſeis centos mil reis, que ordeno, e quero ſe conſervem em maõ, e poder de meus Teſtamenteiros, que os faraõ valer o melhor, que puderem, ou em negocio, ou a juro, qual melhor, e mais ſeguro lhes parecer, e dos ſeus rendimentos ſe daraõ a minha ſobrinha Maria Augier, e a ſeu marido Jozé Filippe ſeſſenta mil reis por anno para ajuda de ſeu ſuſtento, e de ſeus filhos; com condiçaõ porèm, que ſe os rendimentos algum anno forem menos, os receberáõ, e paſſando dos ditos ſeſſenta mil reis, nem por iſſo ſe lhe dará mais,

nem êlles o poderáõ pertender, e o reſto irá ficando com o principal, o que ficará na verdade, e juramento dos ditos meus Teſtamenteiros; e depois da morte da dita minha ſobrinha, e do dito ſeu marido ſe repartirá irmaãmente pelos ditos ſeus filhos, que vivos forem, e ficarem, e tenhaõ juizo, e capacidade para ſe poderem reger, e governar.

VERBA.

Deixo mais ſeparadamente aos filhos da dita minha ſobrinha Maria Augier, e do dito Joſé Filippe, tanto os que eſtaõ vivos, como os que lhe puderem naſcer, quinhentas moedas de ouro, que fazem dous contos e quatro centos mil reis, que mais meus Teſtamenteiros faraõ outro ſim valer, ou a juro, ou a negocio, o que mais lucroſo, e ſeguro lhes parecer, e os ſeus rendimentos os diſpenderáõ na ſua creaçaõ, e enſino, até que cada hum delles tenha idade competente para ſe ſaber reger, e governar, que entaõ ſe lhe entregará a parte, que a cada hum tocar dos ditos dous contos e quatro centos mil reis.

VERBA.

Quero, e ordeno, que todos os Legados, acima nomeados, ſejaõ tirados das minhas fazendas, tanto das que de preſente tenho em caſa, como outras quaeſquer, que me pertençaõ, as quaes quero ſe vendaõ pelo meu caixeiro Joaõ Aſſollant, o qual dará conta a meus Teſtamenteiros, para que, tiradas as deſpezas neceſſarias, ſe façaõ os ditos pagamentos, e confio da verdade, e liſura do meſmo Joaõ Aſſollant, como ſempre experimentei, a continuará ſempre; porèm achando meus Teſtamenteiros, que elle aſſim o naõ faz, neſte caſo lhe tomaráõ logo conta, pondo em ſeu lugar a peſſoa, que lhes parecer, que poſſa com a meſma verdade, e liſura continuar com a dita negociaçaõ, naõ permittindo, que huns, nem outros façaõ diſpoſiçaõ alguma ſem a communicar a elles Teſtamenteiros.

VERBA.

Quero, e ordeno, que depois de pagas as minhas dividas, e ſatisfeitos os meus Legados, de todos os meus bens, que me ficarem, inſtituõ por meus univerſaes herdeiros aos meſmos filhos de minha ſobrinha Maria Augier, e Jozé Filippe; com condiçaõ porèm, que lhe naõ ſerá entregue a dita herança, ſenaõ quando tiverem idade competente, e forem capazes de os reger, tudo, como acima declaro a reſpeito dos Legados, que deixo, e para que eſtes ſe poſſaõ veſtir de luto depois da minha morte, deixo ao dito Jozé Filippe o meu veſtido de lemiſte preto novo, e dez moedas de ouro de quatro mil e oito centos cada huma.

E naõ ſe continha mais nas ditas Verbas, que ſe achaõ no dito Teſtamento, que eſtá junto aos ditos Autos a folhas cinco, e a folhas quarenta e huma dos meſmos, a repoſta do Reverendo Doutor Promotor do teor, e fórma ſeguinte:

Repoſta do Promotor, a folhas 41.

HA mais de tres annos, que he fallecido o Teſtador, ſem que ſeus Teſtamenteiros moſtrem neſte Juizo cumprido o menor Legado pio, ou huma Miſſa, dita pela alma do Teſtador; mas antes com affectadas demóras tem protellado eſta conta, logrando tempo ſem darem principio á dita conta, nem moſtrarem a diligencia, que para iſſo fazem, á viſta do quê, e da informaçaõ retrò, para que ſe moſtre ſatisfeito, ao que falta por cumprir, ſe deve mandar proceder pelo monitorio folhas trinta e cinco ſem ſe deferir á petiçaõ retrò.

O Promotor Miranda.

E naõ ſe continha mais em a dita repoſta, e á viſta della ſe proferio o deſpacho do teor ſeguinte:

Deſ-

Deſpacho, folhas 41. verſo.

Naõ ha, que deferir á petiçaõ, folhas quarenta, viſtas as muitas móras, com que os ſupplicantes ſe portaõ, e nem moſtrarem couſa alguma cumprida, pelo que ſe proceda, como requer o Reverendo Doutor Promotor.

Mello.

E naõ ſe continhá mais em o dito deſpacho, que conſta ſer publicado aos ſeis dias do mez de Mayo de mil ſete centos e cincoenta e hum, e outro ſim dos meſmos Autos a folhas ſeſſenta e duas verſo eſtá a repoſta do Reverendo Doutor Promotor do teor ſeguinte:

Repoſta do Promotor, a folhas 62. verſo.

HE todo o intento deſtes Teſtamenteiros a demóra deſtes Autos, e o ludibrio deſte Juizo, por iſſo ſendo notificados pelo monitorio folhas trinta e cinco, como elles meſmos confeſſaõ na ſua petiçaõ folhas quarenta e tres, pela meſma pedîraõ viſta dos Autos para moſtrar cumpridas as diſpoſiçoes teſtamentarias, e logrando termos, fundados na Certidaõ, folhas quarenta e ſete, com que querem perſuadir ſatisfeitas algumas diſpoſiçoẽs incurialmente, e contra a fórma, e eſtilo deſte meſmo Juizo, vém ainda agora ſupplicando mais termos, por cujo motivo juſtiſſimamente foraõ por voſſa mercê lançados, e viſta a grande renitencia, que aſſim neſta conta, como em outros Autos a elle pertencentes, tem moſtrado, ſe deve contra elles mandar paſſar declaratoria.

O Promotor Miranda.

E naõ ſe continha mais em a dita repoſta, *ex vi* da qual ſe proferio o deſpacho do teor ſeguinte:

Deſpacho, folhas 63. verſo.

Paſſe Declaratoria, que ſerá primeiro noticiada aos Teſtamenteiros.

Silva.

E naõ ſe continha mais em o dito deſpacho, que ſe acha nos ditos Autos, ás meſmas folhas, que pelos meſmos conſta ſer publicado aos tres dias do mez de Julho de mil ſete centos e cincoenta e hum, e a folhas cento e trinta dos meſmos Autos ſe acha outra repoſta do Reverendo Doutor Promotor do teor ſeguinte:

Repoſta do Promotor, á folhas 135.

INda que os Legatarios naõ pódem ſer parte aos Teſtamenteiros neſtes Autos, por contenderem com os meſmos nos Autos de juſtificaçaõ dos ſeus Legados, com tudo como o ſeu requerimentos feito a folhas cento e trinta e quatro he juſtiſſimo, com elle me conformo, e requeiro ſe paſſe o mandado de ſequeſtro, lançados primeiro os Teſtamenteiros, do que podiaõ dizer contra o deſpacho, folhas cento e vinte e ſete para o que haviaõ pedido viſta pela petiçaõ cento e vinte e oito, viſtas as affectadas cotas a folhas cento e vinte e oito verſo, e folhas cento e vinte e nove verſo.

O Promotor Miranda.

E naõ ſe continha mais em a dita repoſta, *ex vi* da qual ſe proferio o deſpacho do teor, e fórma ſeguinte:

Deſpacho, a folhas 135. verſo.

Lanço aos Teſtamenteiros de tudo, o que podia allegar contra o deſpacho, folhas cento e vinte e ſete, e ſe lhe paſſe mandado de ſequeſtro.

Doutor Silva Rego.

E naõ

378

E naõ ſe continha mais em o dito deſpacho, que eſtá ás meſmas folhas nos referidos Autos, que conſta ſer publicado aos quatro dias do mez de Novembro de mil ſete centos e cincoenta e dous, e a folhas cento e noventa e tres ſe acha nos meſmos Autos junta huma ſentença Civel de Carta de partilhas, para titulo dos Teſtamenteiros do defunto Pedro Augier, Ceſar Ducheſne, e Franciſco Eſtevaõ Chapellain, paſſada em nome d'ElRei noſſo Senhor, aſſinada pelo Doutor Amador Antonio de Souſa Bermudes de Torres, do Deſembargo de Sua Mageſtade, e ſeu Deſembargador da Caſa da Supplicaçaõ, que ſervia de Conſervador da Naçaõ Franceza, ſubſcrita pelo Eſcrivaõ Vicente de Almeida, extrahida do proceſſo aos ſeis dias do mez de Agoſto do anno de mil ſete centos e cincoenta e hum, e paſſada pela Chancellaria aos vinte e hum do meſmo mez e anno, e conſta da meſma Carta de partilhas a folhas duzentas e dez, importar a receita viva da herança quinze contos quinhentos e cinco mil trezentos e ſeteta reis, e tambem conſta ſer a meſma partilha julgada por ſentença em quinze de Junho de mil ſete centos e cincoenta e hum.

A folhas duzentas e oitenta e ſeis, e folhas duzentas e oitenta e ſete ſe achaõ nos meſmos Autos duas Certidoẽs, paſſadas pelo Eſcrivaõ da Chancellaria Luiz da Silva, a primeira da quantia de vinte e nove mil quinhentos oitenta e cinco da dizima, que pagáraõ Ceſar Ducheſne, e Franciſco Eſtevaõ Chappellain, Teſtamenteiros de Pedro Augier, da ſentença, que contra elles alcançou Eſtevaõ Bellate, como Adminiſtrador de ſuas filhas, e a ſegunda da quantia de treze mil quatro centos e vinte e cinco da dizima, que pagáraõ os meſmos Teſtamenteiros da ſentença, que contra elles alcançou Joaõ Aſſollant: eſtas duas Addicçoẽs ſe achaõ lançadas na conta das deſpezas da teſtamentaria, que ſe acha junta pelos Teſtamenteiros aos meſmos Autos a folhas duzentas e noventa e tres, para ſe lhe levar em conta, como tambem duas partellas das meſmas deſpezas, em outra conta que eſtá a folhas duzentas e noventa e duas do teor ſeguinte:

Addicçaõ primeira.

Por huma condenaçaõ ao Letrado na execuçaõ do dito Filippe, oito mil quatro centos e oitenta.

Addicçaõ ſegunda.

Por huma condenaçaõ ao Letrado no dito apartado, oito mil quatro centos e oitenta.

A folhas duzentas e noventa e ſeis dos meſmos Autos, ſe acha huma conta das dividas, que tem recebido os Teſtamenteiros, a qual comprehende varias parcellas, e addicçoẽs, e a folhas duzentas e noventa e oito da meſma conta ſe achaõ do teor, e fórma ſeguinte:

Addicçaõ primeira.

Reſtituiçaõ, mencionada na conta, hum conto cento quarenta e dous mil e quatro centos reis.

Addicçaõ ſegunda.

Os eſcritos, e rol de dividas pelos devedores, importaõ tres contos trezentos trinta e ſete mil e ſeſſenta e quatro reis, cuja ametade toca aos herdeiros, hum conto ſeis centos ſeſſenta e oito mil quinhentos e trinta e dous reis, a dous e meyo por cento, quarenta e hum mil ſette centos e doze reis.

Addic.

Addicçaõ terceira.

Remeſſa feita a Simaõ de Chaſcaux da quantia de ſete centos noventa e de mil ſeis centos e quatro reis.

Addicçaõ quarta.

Mais a Franciſco Rigaud, tambem correſpondente do defunto, ſeis centos ſeſſenta e oito mil ſete centos e doze reis.

E naõ ſe continha mais em as ditas Addicçoẽs, e parcellas, que ſe achaõ na dita conta a folhas duzentas e noventa e ſeis, e finda a folhas duzentas e noventa e oito verſo, e eſtas ſobreditas Addicçoẽs eſtaõ debaixo do titulo ſeguinte:

Os herdeiros deve-nos abonar os artigos ſeguintes, a ſaber:

E tresladado o concertei, com o que me foi apontado nos ditos Autos, Teſtamento a elles junto, e ſentença de Carta de partilhas, e contas, ao que tudo me repórto, e ás Certidoẽs das dizimas, e os ditos Autos, tornei a entregar ao ſobredito, que aſſinou, de como os recebeo. Lisboa, tres de Mayo de mil ſete centos e cincoenta e cinco. Eu ſobredito Tabelliaõ o ſobeſcrevi, e aſſinei em publico.

Eu teſtimunho de verdade.

Joaõ Hilario da Silva.

Theodoſio Joſé de Caſtro.

THEODOSIO JOSE DE CASTRO,

Tabelliaõ publico de Notas por ElRey noſſo Senhor neſta Cidade de Lisboa, e ſeu Termo, &c. Certifico, que por parte de Joaõ Hilario da Silva me foraõ apreſentados huns autos, que ſe intitulaõ pela maneira ſeguinte:

TITULO DOS AUTOS.

Execuçaõ de Sentença, que requer Joſé Filippe, e ſua mulher Maria Augier, contra Ducheſne, e Chappellain, Teſtamenteiros de Pedro Augier.

Os quaes Autos correm no Juizo do Reſiduo Eccleſiaſtico, Eſcrivaõ Btás. Alvares Couceiro, e hoje pelo ſeu impedimento Paulo Aurelio de Carvalho, e ſe achaõ ultimamente continuados com viſta ao Doutor Joaõ Ferreira Lopes Barrozo, em vinte e quatro de Março deſte preſente anno de mil ſete centos e cincoenta e cinco: Pedindo-me o ſobredito, que de tudo, o que me apontaſſe nos ſobreditos Autos, de Execuçaõ, lhe paſſaſſe o ſeu teor por relatorio, e por extenſo em pûblica fórma, e tambem da Sentença, de cuja execuçaõ ſe trata, que eſtá logo no ſeu principio a folhas duas, paſſada em nome do Eminentiſſimo Senhor Cardeal Patriarca de glorioſa memoria Dom Thomás Primeiro de Lisboa, aſſinada pelo Reverendo Doutor Franciſco Xavier da Silva, Pro-Notario Apoſtolico de Sua Santidade, Juiz das cauſas da Legacia, e Deſembargador da Relaçaõ Eccleſiaſtica da Curia Patriarcal, que nella ſervia de Juiz dos Reſiduos, ſubſcrita pelo Eſcrivaõ Manoel Higino Villasboas, extrahida do proceſſo aos onze dias do mez de Outubro do anno de mil ſete centos e quarenta e nove, e paſſada pela Chancellaria, o que tudo viſto por mim, lha paſſei da fórma, que ma pedio, e ao diante ſe ſegue.

Petiçaõ, fólhas 5. inſerta na Sentença:

DIZEM Joſé Filippe, e ſua mulher Maria Augier, em ſeu nome, e de ſeus filhos, que no Teſtamento, com que falleceo Pedro Augier, tio da ſupplicante, cuja conta pertence a eſte Juizo, Eſcrivaõ Manoel Higino Villasboas, deixou o Teſtador dous legados, hum, de hum conto e ſeis centos mil reis, para ſe pôrem a juros, ou a negocio, e delles ſe darem aos ſupplicantes pays, ſeſſenta mil reis por anno, e depois da ſua morte ſe reparti-

ria

ria o principal por seus filhos, que vivos ficassem, e deixou a estes dous contos e quatro centos mil reis, para tambem se porem a juros, ou a negocio, qual mais rendoso fosse, e seguro, para que os seus rendimentos se dispenderem na sua creação, e ensino, até que cada hum tivesse idade competente, para se saber reger, e governarem, para depois se entregar a cada hum o que lhe pertencesse, e ultimamente os instituhe por seus herdeiros em tudo, o que lhe remanecer, depois de pagos, e satisfeitos a Cesar Ducheine, e Francisco Estevaõ Chappellain, homens de negocio desta Corte, e de Nação Franceza, que tem aceitado a Testamentaria, e porque o defunto falleceo em Novembro de mil sete centos e quarenta e sete, e atégora os diros Testamenteiros naõ tem dado cumprimento a estas disposições, principalmente a dos alimentos, os quer fazer citar para verem justificar aos supplicantes serem os proprios, a quem o dito Testador deixa os ditos Legados, e instituio por seus herdeiros, no remanecente de seus bens, e juntamente para darem cumprimento a toda a disposiçaõ testamentaria, na fórma disposta pelo Testador, com commineação de se proceder a sequestro em todos os bens da herança, e nos proprios dos supplicados, para inteiramente se cumprirem todas as ditas disposições, julgando-se para esse effeito a notificação, e habilitação por sentença.

Pede a Vossa-merçê admitta aos supplicantes a justificar a identidade, citados os ditos Testamenteiros, para esse effeito, com a commination referida.

Despacho.

Justifique, citadas as partes. E. R. M.
Mello.

Citação, folhas 9. verso inserta na sentença.

Citei ao Reverendo Doutor Antonio da Cruz e Abreu, Promotor deste Juizo, e a Cesar Ducheine, e Francisco Estevaõ Chappellain, Testamenteiros do Testador Pedro Augier, pelo contendo em a petição retro, em fé de que me assinei. Lisboa oito de Fevereiro de mil sete centos e quarenta e nove.

Manoel Iligino Villasboas.

Sentença, folhas 27. verso.

Vistos estes Autos, Petição justificativa de José Filippe, e sua mulher Maria Augier, e prova a ella dada, por onde se mostra serem os proprios, a quem o defunto Pedro Augier no Testamento, com que falleceo, deixa hum Legado de hum conto e seis centos mil reis, para do producto desta quantia se dar aos supplicantes sessenta mil reis annuos, para seu sustento, e a seus filhos, separadamente dous contos e quatro centos mil reis, para do seu rendimento serem alimentados, cuja entrega de Legados se naõ póde retardar, com o pretexto, que allegaõ os Testamenteiros, de naõ ser findo o tempo dado para a conta, naõ só porque a natureza de semelhantes Legados, naõ he suspensiva, nem o Testador o declarou, por serem alimentos, em que todos os dias os alimentados precisaõ delles, como tambem, porque dando-se-lhes agora só os rendimentos, e naõ o capital, no caso de naõ bastarem os bens da herança, sempre ha remedio para serem inteirados, do que se lhes póde comperir, feitos os abatimentos, ou rateios precisos. Por tanto mando, que os Testamenteiros contribuaõ logo aos supplicantes com os rendimentos dos legados vencidos, e que se forem vencendo, na fórma das Verbas juntas, e com quitaçaõ destes, em fórma, se lhes levará em conta, na que derem, e paguem os mesmos supplicantes os Autos. Lisboa nove de Outubro de mil sete centos e quarenta e nove.

Francisco Xavier da Silva.

E naõ

E naõ ſe continha mais em a dita petiçaõ, deſpacho, citaçaõ, e ſentença, que ſe acha junta aos ditos Autos de execuçaõ, e tudo inſerto nella ás ditas folhas, pelos quaes Autos conſta, que ſendo citados os Teſtamenteiros Ducheſne, e Chappellain para a execuçaõ da meſma ſentença, em treze de Outubro de mil ſete centos e quarenta e nove, pelo Eſcrivaõ Manoel Higino, vieraõ os ditos Teſtamenteiros com huma petiçaõ a folhas trinta e ſete, requerendo nella, ſe lhe déſſe viſta da dita execuçaõ, para embargos declaratorios á meſma, que ſendo-lhe concedida pelos deſpachos a folhas trinta e ſete verſo, e folhas trinta e oito, com effeito vieraõ com os embargos a folhas trinta e nove, intitulados modificativos dos mais: mandando-ſe dizer ás partes pelo deſpacho a folhas quarenta e huma, requerêraõ logo os ditos Joſé Filippe, e ſua mulher pela petiçaõ a folhas quarenta e duas, que ſe naõ devia tomar conhecimento dos referidos embargos, por ſerem formados, e offerecidos muito fóra dos dez dias da Ley, o que aſſim ſe determinou pelo deſpacho a folhas quarenta e duas verſo, mandando-ſe correr a execuçaõ ſeus termos, e a folhas quarenta e quatro, requerêraõ os meſmos Joſé Filippe, e ſua mulher pela petiçaõ, que ahi ſe acha, que deviaõ ir os Autos ao contador para fazer a conta, e pelo liquido ſe paſſaſſe mandado de penhora, contra os Teſtamenteiros, o que aſſim ſe mandou, fazendo-ſe a conta a folhas quarenta e cinco, que importou trezentos ſetenta e quatro mil novecentos e noventa e nove reis, continuada em dous de Dezembro de mil ſete centos e quarenta e nove; pelo liquido, da qual ſe paſſou o mandado de penhora a folhas quarenta e ſete, que ſe fez em varios bens, como conſta do Auto della a folhas quarenta e oito, que foraõ depoſitados em poder de Chappellain, pelo termo de depoſito a folhas cincoenta, e pela petiçaõ a folhas cincoenta e huma, requerêraõ Joſé Filippe, e ſua mulher, ſe deferiſſe juramento dos Santos Evangelhos aos Teſtamenteiros Ducheſne, e Chappellain, para debaixo delle declararem ſe tinhaõ, ou naõ dinheiro pertencente á Teſtamentaria, e no termo ibidem verſo pelos ditos aſſinado, conſta declararem os meſmos Teſtamenteiros, naõ ſabiaõ ſe tinhaõ em ſua maõ dinheiro deſta Teſtamentaria, em razaõ de terem pagamentos, crédores, e haverem couſas muito diffuzas, o qual termo tem a data de tres de Dezembro do anno de mil ſete centos e quarenta e nove; e pela Certidaõ a folhas cincoenta e quatro conſta meterem-ſe a pregaõ os bens penhorados, e a folhas cincoenta e cinco verſo, foi citado o Depoſitario para os levar á praça, que, ſendo-o com effeito aos vinte do dito mez, e anno, a folhas cincoenta e ſeis eſtá huma petiçaõ, feita em nome dos ditos Teſtamenteiros, em a qual dizem, que naõ podem ſer obrigados a pagar os ditos legados, que Pedro Augier deixou a Joſé Filippe, e ſua mulher, pelo Juizo Eccleſiaſtico, por ſerem leigos, e da juriſdicçaõ ſecular, e que aſſim requeriaõ, ſe lhes déſſe viſta para moſtrarem a incompetencia, e ſendo-lhe concedida pelo deſpacho ibidem verſo, a folhas cincoenta e oito, requerêraõ os ditos Joſé Filippe, e ſua mulher, que concedida foſſe ſem prejuizo da execuçaõ, o que aſſim ſe mandou pelo deſpacho folhas cincoenta e nove verſo; e pela petiçaõ a folhas ſeſſenta e duas, e réplica a folhas ſeſſenta e tres, requerêraõ os Teſtamenteiros viſta para embargos ao dito deſpacho, e fendo-lhe ſó deferida ſem prejuizo da execuçaõ, aggravaraõ, ſobre o que ſe proferio o Acordaõ a folhas ſeſſenta e oito do teor ſeguinte:

Acordaõ, folhas 68.

ACordaõ em Relaçaõ, &c. Naõ he aggravado o aggravante pelo Reverendo Deſembargador Juiz dos Reſiduos, viſtos os Autos, e deſpacho, de que ſe aggrava, por tanto lhe negaõ provimento, e viſto o Advogado inſiſtir em taõ ſiniſtros requerimentos, conhecendo ſer aquelle Juizo competente, a quem privativamente compete o conhecimento de ſemelhantes cauſas, o condenaõ em quatro mil reis para as deſpezas da Relaçaõ. Lisboa, vinte e nove de Janeiro de mil ſete centos e cincoenta.

Pinto da Silva. *Pereira Cabral.*

Doutor Silva Rego. *Silva.*

E naõ ſe continha mais em o dito Acordaõ, que ſe acha nos ditos Autos ás meſmas folhas, do qual pela petiçaõ a folhas ſetenta e duas dos meſmos Autos pediraõ os Teſtamenteiros viſta para embargos; porém ibidem verſo veyo o seu Advogado, dizendo, que tinha recorrido á Coroa, e que ſe devia ſuſpender até a deciſaõ do recurſo, e com effeito recorrendo pela Certidaõ, que diſcorre de folhas ſetenta e quatro, até folhas oitenta e nove verſo, paſſada pelo Eſcrivaõ da Coroa Pedro Antonio Peradiz, com a data de quinze de Junho de mil e ſete centos e cincoenta, ſe moſtra naõ terem provimento nelle, nem nos embargos, que formáraõ pelos Acordaõs, a folhas oitenta e cinco, e oitenta e oito verſo, inſertos na meſma Certidaõ, e a folhas noventa e duas, eſtá huma petiçaõ, feita em nome dos Teſtamenteiros, em que pedem viſta dos autos para moſtrarem erro na conta, que o contador fez, que, ſendo-lhe concedida pelo Acordaõ, a folhas noventa e oito, taõ ſómente para moſtrarem no termo de tres dias o erro da conta, do qual pediraõ viſta os meſmos Teſtamenteiros pela petiçaõ a folhas cem, que, ſendo-lhe concedida, vieraõ com ſeus embargos a folhas cento e huma verſo, que foraõ rejeitados no Acordaõ, folhas cento e vinte e nove. A folhas cento e trinta ſe achaõ os embargos de erro de contas, que formáraõ os meſmos Teſtamenteiros, de que ſe naõ tomou conhecimento, por ſerem formados, e offerecidos em Juizo, fóra dos termos da Ley, e tambem á viſta, do que informou o contador, pelo Acordaõ, a folhas cento e quarenta e quatro. A folhas cento e quarenta e ſeis, eſtá huma petiçaõ, feita em nome dos Teſtamenteiros em que requerem viſta do dito Acordaõ, e ſendo-lhe concedida, juntáraõ a folhas cento e quarenta e oito, huma Proviſaõ de Sua Eminencia, pela qual havia por bem conceder licença, para que ſe pudeſſe tomar conhecimento dos ditos embargos, ſem embargo de ter paſſado o termo da Ley, o que ſe mandou pelo deſpacho, folhas cento e quarenta e nove verſo, e aſſinando-ſe em Audiencia cinco dias para prova delles, a folhas cento e ſetenta e quatro eſtá a ſentença, que ſe proferio ſobre os embargos do teor ſeguinte:

Sentença, folhas 174.

VIſto os Embargantes naõ fazerem certos os ſeus embargos, a folhas cento e trinta, como ſe lhes mandou a folhas cento e quarenta e nove, mando, que ſem embargo delles, que naõ recebo por ſua materia, e Autos, a ſentença embargada ſe dê logo á execuçaõ, e paguem os Embargantes as cuſtas, e oito mil reis, em que condeno o ſeu Advogado para as deſpezas da Relaçaõ, pela petulancia, com que eſcreveo as razoẽs a folhas ſeſſenta e huma *& ſequentibus*, e naõ os entregando logo ao Meirinho geral, eſte o conduza para o Aljube, aonde ſe lhe fará aſſento. Lisboa tres de Mayo de mil ſete centos e cincoenta e hum.

Mello.

E naõ ſe continha mais em a dita ſentença, que eſtá nos ditos Autos ás meſmas folhas dos quaes ſe moſtra a cento e ſeſſenta e ſeis verſo appellarem della *ad Sanctam Sedem Apoſtolicam*, cuja Appellaçaõ lhe foy ſó recebida no effeito devolutivo, e recorrendo deſte deſpacho os ditos Teſtamenteiros para a Coroa pela Certidaõ, que diſcorre deſde folhas cento e oitenta, até folhas cento e noventa e duas verſo, paſſada pelo Eſcrivaõ da Coroa, que entaõ ſervia, Caetano da Silva Delgado com a data de vinte e quatro de Setembro de mil ſete centos e cincoenta e hum, ſe moſtra naõ ter provimento no dito recurſo, pelo Acordaõ folhas cento e noventa, inſerto na meſma Certidaõ. A folhas cento e noventa e quatro ſe acha huma petiçaõ, feita em nome dos ditos Teſtamenteiros, em que ſe offerecem a pôr em Juizo a quantia da execuçaõ, que com effeito puzeraõ na maõ do Eſcrivaõ dos ditos Autos, Braz Alvares Couceiro, aos doze de Outubro de mil ſete centos e cincoenta e hum, que neſte meſmo dia conſta, pela quitaçaõ a folhas duzentas e huma verſo, receberem os ditos Joſé Filippe, e ſua mulher da maõ do meſmo Eſcrivaõ ſeis centos e trinta e quatro mil quatro centos e ſeſſenta e cinco reis em dinheiro alèm de oitenta mil reis, que já haviaõ recebido. A folhas duzentas e vinte quatro eſtá huma Petiçaõ feita em nome de Joſé Filippe, e ſua mulher, em que requeriaõ foſſem citados os Teſtamenteiros,

para

para apreſtaçaõ dos alimentos, e ſendo-o com effeito em tres de Janeiro de mil ſete centos e cincoenta e quatro. A folhas duzentas e vinte e ſeis ſe acha huma petiçaõ em nome dos Teſtamenteiros, em que dizem requerem ſe mande juntar aos ditos Autos com duas Certidoẽs, que juntáraõ deſde folhas duzentas e vinte e oito até folhas duzentas e cincoenta e ſete, e mandando-ſe aſſim no deſpacho ibidem verſo, e que os Autos foſſem ao Contador, e Promotor. A folhas duzentas e cincoenta e nove eſtá huma petiçaõ em nome de Joſé Filippe, e ſua mulher, na qual pedîraõ viſta deſte deſpacho, e a folhas duzentas, e ſeſſenta e duas vieraõ os meſmos Joſé Filippe, e ſua mulher com a ſua razaõ de embargos, de que, mandando-ſe ouvir as partes. A folhas duzentas e ſeſſenta verſo, ſe acha hum deſpacho, pelo qual ſe naõ deferio aos ditos embargos. A ſolhas duzentas e ſeiſenta e ſeis ſe achaõ humas razoẽs offerecidas pelo Advogado do dito Joſé Filippe, e ſua mulher, nas quaes requerem, que ſe deve fazer a conta dos alimentos na fórma da ſentença a folhas vinte e ſete verſo, o qne aſſim ſe mandou no deſpacho a folhas duzentas e oitenta. A folhas duzentas e oitenta e huma, eſtá huma petiçaõ feita em nome dos Teſtamenteiros, em que pedîraõ viſta deſte deſpacho para embargos, e vindo com elles a folhas duzentas e oitenta e duas. A folhas duzentas e noventa e tres ſe acha hum deſpacho, por onde foraõ deſprezados, do qual aggraváraõ os ditos Teſtamenteiros, e pelo Acordaõ a folhas duzentas e noventa e ſette verſo, proferido em cinco de Dezembro do anno paſſado, naõ tiveraõ provimento, e pedindo viſta para embargos, o naõ fizeraõ, requerêraõ por ſer fallecido o dito Joſé Filippe, ſe habilitaſſe ſua mulher, de cuja habilitaçaõ conſta dos referidos Autos, ſe eſtá tratando finalmente, e ſaõ ultimamente os termos, em que ſe achaõ os ditos Autos, aos quaes em todo, e por todo me reporto, que torney a entregar ao ſobredito, que aſſinou, de como os recebeo. Lisboa ſete de Abril de mil ſete centos e cincoenta e cinco. E eu ſobredito Tabelliaõ a ſobeſcrevi, e aſſinei em pûblico.

Em teſtimunho de verdade.

Joaõ Hilario da Silva.

Theodoſio Joſé de Caſtro.